

L'examen de conformité fiscale (Une nouvelle mission pour les commissaires aux comptes)

1) Le contexte du projet de loi PACTE et la notion de tiers certificateur

Le projet de loi PACTE prévoit le relèvement des seuils minimums de la certification légale des comptes des entreprises de 3,1 à 8 M€ de chiffre d'affaires, au niveau des seuils européens.

La profession des commissaires aux comptes comprend 13 000 professionnels. Cette profession du chiffre très implantée sur l'ensemble du territoire représente un atout pour la fiabilisation des bases fiscales des entreprises.

Pour accompagner la mutation de la profession et en particulier les petits cabinets, un dispositif novateur de tiers de confiance pourrait être mis en place. En raison de leurs compétences, de leur rôle traditionnel de « certificateur » engageant leur responsabilité et de leur proximité avec les entreprises, les CAC peuvent être les acteurs de cette nouvelle mission.

2) Le contenu d'une nouvelle offre de service pour les CAC

Les CAC pourraient proposer aux entreprises soumises à l'impôt sur les sociétés un service d'audit et de validation de points fiscaux définis par l'administration : l'examen de conformité fiscale (ECF). Cette prestation serait facturée à l'entreprise par le CAC.

Un schéma d'audit serait mis au point avec la profession ; les risques déclaratifs majeurs constitueraient le socle de ce dispositif. Les points audités par le CAC feraient, à l'issue de la concertation, l'objet d'une liste précise et obéiraient à une méthodologie pré-définie.

A l'issue de son audit, le CAC remettrait une attestation annuelle de conformité pour chacun des points étudiés.

En cas de points litigieux, il proposerait à l'entreprise de régulariser sa situation par l'intermédiaire d'une déclaration rectificative. Si l'entreprise refusait de corriger sa situation, le CAC ne validerait pas le point et le mentionnerait dans son rapport, auquel l'administration fiscale aurait accès, sous une forme dématérialisée.

3) La responsabilité des CAC, clef de voûte garantissant l'efficacité

En contrepartie de cette démarche, la responsabilité sur les points étudiés en cas de rappel ultérieur par l'administration fiscale reposerait sur le CAC, et non plus sur l'entreprise, **sauf pour les points non régularisés par celle-ci**. Les droits et les intérêts de retard seraient donc payés par le CAC, lequel s'assurerait à ce titre.

En revanche, sauf complicité, les pénalités éventuelles resteraient à la charge de l'entreprise.

* * *

Ces travaux constituant de fait une sécurité, l'administration pourrait opérer moins souvent des contrôles sur ces entreprises.

Sauf exception, l'engagement d'un contrôle fiscal s'effectuerait après un échange préalable avec le CAC ayant rédigé l'ECF. Dans un second temps seulement, l'administration fiscale irait, le cas échéant, contrôler l'entreprise.

Le dispositif sera mis au point précisément à l'issue de la présente concertation, pour tenir compte des observations et suggestions formulées au cours de celle-ci. En parallèle de celle-ci, certains points de droit nécessitent en tout état de cause validation/approfondissement.